

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q4/PRT/1

7 juin 1999

(99-2283)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: français

## **EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LES MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS**

### **PORTUGAL<sup>1</sup>**

Le présent document reproduit les questions posées à la délégation du Portugal lors de l'examen des législations relatives aux moyens de faire respecter les droits lors de la réunion du Conseil qui s'est tenue du 17 au 21 novembre 1997 et les réponses qu'elle y a données dans des communications datées du 19 avril 1999, du 20 mai 1999 et du 28 mai 1999.<sup>2</sup>

#### **I. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE JAPON**

##### **1. Prière d'indiquer les "autorités [...] compétentes" auxquelles fait référence l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC.**

La Direction générale des douanes est l'autorité compétente. Une demande d'intervention, au titre du Règlement CE n° 3295/94, peut être présentée auprès de cette Direction générale à Lisbonne ou de ses délégations dans le pays.

##### **2. Prière d'indiquer si la "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC est judiciaire ou administrative.**

Il s'agit d'une matière qui relève de la compétence des autorités judiciaires (tribunaux judiciaires de droit commun).

##### **3. Y a-t-il d'autres moyens que la demande visée aux articles 51 et 52 de l'Accord sur les ADPIC (ci-après désignée par l'expression "la demande") permettant au détenteur d'un droit de demander aux autorités compétentes de suspendre la mise en libre circulation des marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ou qui sont soupçonnées d'y porter atteinte?**

<sup>1</sup> En ce qui concerne les lois et réglementations se rapportant aux domaines à l'examen notifiées par le Portugal au titre de l'article 63:2 de l'Accord, il est fait référence aux documents IP/N/1/PRT/1 et IP/N/6/PRT/1.

Liste des abréviations:

CPC	-	Code de procédure civile
CPP	-	Code de procédure pénale
CDJ	-	Code des dépenses judiciaires
CDADV-	-	Code du droit d'auteur et des droits voisins
CPI	-	Code de propriété industrielle
CC	-	Code civil
LOTJ	-	Loi organique des tribunaux judiciaires

<sup>2</sup> Le compte rendu de la réunion a été distribué dans le document IP/C/M/16.

Au niveau des procédures qui doivent intervenir à la frontière à travers des autorités douanières à l'encontre des marchandises soupçonnées d'être contrefaites ou piratées, seulement moyennant les mécanismes prévus aux articles 51 et 52 de l'Accord sur les ADPIC.

**4. Prière d'indiquer quelle période votre pays considère comme étant un délai raisonnable dans lequel les autorités compétentes feront savoir au requérant si elles ont ou non fait droit à sa demande, au sens de l'article 52 de l'Accord sur les ADPIC.**

Le Règlement n° 3295/94 établit que l'autorité douanière saisie d'une demande doit informer, sans délai, le demandeur si elle fait droit ou non à sa demande. Cette information doit être fournie par écrit et le plus rapidement possible.

**5. Prière d'indiquer la période de validité de la demande.**

La demande est valable pendant six mois, renouvelables à la demande du titulaire du droit ou de son représentant.

**6. Prière d'indiquer si le détenteur d'un droit est tenu de payer des redevances quelconques pour présenter la demande.**

Une taxe, variable en fonction du délai de validité de la demande, est imposée.

**7. Prière d'indiquer les dispositions des lois et ordonnances qui prescrivent la "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez en résumer le contenu.**

Les décisions, sur le fond de l'affaire, relèvent de la compétence des tribunaux de droit commun (tribunaux civils et pénaux). Voir les réponses portugaises à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.<sup>3</sup>

**8. Prière d'indiquer la procédure spécifique, le cas échéant, à appliquer aux marchandises pour lesquelles il n'est pas évident qu'elles portent ou non atteinte à des droits de propriété intellectuelle, prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC.**

Au niveau administratif, les autorités douanières doivent, en cas de doute, prendre contact avec le titulaire du droit ou son représentant au Portugal, afin de lui permettre de confirmer si les marchandises en question sont ou non des marchandises de contrefaçon.

**9. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des détenteurs de droits lorsqu'elles ne suspendent pas la mise en libre circulation des marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.**

La responsabilité des fonctionnaires et agents de l'administration centrale et locale peut être engagée avec fondement en violation, soit par action, soit par omission, de ses devoirs, régime prévu par le Décret-loi n° 24184 du 16 janvier.

**10. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des détenteurs de droits lorsqu'elles examinent les marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle et qu'elles les mettent néanmoins en**

---

<sup>3</sup> Document IP/N/6/PRT/1.

**libre circulation, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.**

Voir réponse à la question 9.

**11. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des importateurs lorsqu'elles suspendent la mise en libre circulation des marchandises qui ne portent pas atteinte à des droits de propriété intellectuelle, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.**

Voir réponse à la question 9.

**12. Le détenteur du droit est-il informé de l'identité des importateurs et des expéditeurs lorsque les autorités compétentes "suspendent" la mise en libre circulation de marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ou qui sont soupçonnées d'y porter atteinte, comme dans le cas, prévu à l'article 57 de l'Accord sur les ADPIC, où le détenteur du droit est informé de l'identité des importateurs et des expéditeurs?**

Le titulaire du droit sera, à sa demande, informé par le bureau de douane ou le service qui a traité la demande, du nom et de l'adresse du déclarant, s'il est connu, du destinataire, afin de lui permettre de saisir les autorités compétentes pour statuer au fond. Cette information doit se conformer avec les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, du secret commercial et industriel ainsi que du secret professionnel et administratif.

**13. Prière d'indiquer les mesures destinées à protéger les renseignements confidentiels au cours de l'inspection prévue à l'article 57 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez indiquer également les dispositions des lois et ordonnances qui prescrivent de telles mesures.**

La protection des renseignements confidentiels est régie par les dispositions concernant la protection des données personnelles, secret commercial et industriel, ainsi que le secret professionnel et administratif.

**14. Prière d'indiquer les procédures de rétention et de saisie que les autorités compétentes peuvent ordonner sur la base des articles 51 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.**

Suite à une action menée d'office, les autorités douanières doivent: i) suspendre le dédouanement ou ii) retenir les marchandises, pendant un délai de trois jours ouvrables. Pendant ce délai, le titulaire du droit doit présenter une demande d'intervention.

Dans le cas où l'autorité compétente a agi sur base d'une demande d'intervention, celle-là doit le signifier au titulaire du droit.

Si, dans les dix jours ouvrables à compter de la signification de la mesure, l'autorité douanière n'a pas été informée du fait que l'autorité judiciaire compétente pour statuer au fond a été saisie de l'affaire, ou que des mesures provisoires ont été prises par cette autorité judiciaire, le dédouanement est accordé.

**15. Prière d'indiquer les procédures d'appel de toute décision rendue par les autorités compétentes sur la base des articles 51 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.**

Le refus de faire droit à la demande d'intervention douanière peut faire l'objet d'un recours hiérarchique.

Dans le cas où une procédure au fond a été engagée, il est possible de demander un appel en conformité avec les dispositions du droit pénal portugais. Toute personne juridique à qui la décision prise en première instance porte atteinte, est autorisée à introduire un appel.

**16. Prière d'indiquer la base de calcul de la caution ou de la garantie équivalente prévue à l'article 53 de l'Accord sur les ADPIC que les autorités compétentes peuvent exiger du requérant lorsqu'elles suspendent la mise en libre circulation.**

Il n'y a pas de méthode de calcul particulière.

**17. Prière d'indiquer qui paiera le coût de la rétention fondée sur l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC ou de la destruction prévue à l'article 59 dudit accord.**

Les frais sont à la charge du titulaire du droit.

**18. Prière d'indiquer quels genres de situation sont considérés comme "des circonstances exceptionnelles" dans lesquelles les autorités compétentes peuvent autoriser la réexportation de marchandises de marque contrefaites au sens de l'article 59 de l'Accord sur les ADPIC.**

En vertu du Règlement CE n° 3295/94, la réexportation de marchandises de marque contrefaites n'est jamais possible en l'état.

**19. Prière d'indiquer l'intitulé des lois et ordonnances et leurs dispositions prescrivant la suspension de la mise en libre circulation des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ou soupçonnées d'y porter atteinte, prévue à l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC.**

Il y a lieu de se référer au Règlement n° 3295/94, qui est directement applicable au Portugal et au Décret-loi n° 161/95 du 24 janvier, qui a approuvé le Code de la propriété industrielle.

**20. Prière d'indiquer quels droits de propriété intellectuelle sont protégés sur la base de la demande présentée par un détenteur de droit.**

Sont protégés les droits de propriété intellectuelle suivants: droit d'auteur et droits voisins, droit de marque de fabrication ou de commerce, logotype, appellations d'origine et indications géographiques, dessins et modèles industriels.

**21. Prière d'indiquer la nature et le contenu des documents qui seront fournis par le requérant pour présenter la demande.**

La demande du titulaire de droit ou d'un ayant droit doit contenir une motivation de sa titularité et une description des marchandises. Pour les demandes présentées par un mandataire, une procuration doit également être jointe.

**22. Prière d'indiquer les mesures correctives qu'ordonnent les autorités judiciaires en ce qui concerne le droit d'auteur et autres droits connexes, les brevets, les modèles et dessins industriels, les marques de fabrique ou de commerce et les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, y compris les injonctions, les dommages-intérêts, les frais, la destruction ou autre mise hors circuit des marchandises en cause et des matériaux/instruments ayant servi à leur production.**

En application des articles 382 à 392 du Code de procédure civile, les autorités judiciaires peuvent ordonner des mesures provisoires. Par ailleurs, et aussi concernant les moyens de faire respecter les droits, des mesures correctives peuvent être ordonnées par les autorités judiciaires:

- Injonctions (Décret-loi n° 409/93 du 10 décembre, aussi applicable aux droits de propriété intellectuelle)
- Dommages-intérêts (articles 566 et suivants du Code civil)
- Destruction des marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle et des matériaux/instruments ayant servi à leur production (articles 178 et 186 du Code de procédure civile et l'article 201 du Code du droit d'auteur et des droits voisins).

**23. Prière d'indiquer si le montant des dommages-intérêts que les autorités judiciaires ordonnent à la personne qui a porté atteinte à des droits de propriété intellectuelle de verser au détenteur du droit constitue ou non une réparation adéquate du dommage subi par ce dernier, ainsi que les critères et le mode de calcul utilisés pour fixer ce montant.**

Le régime d'indemnisation est prévu dans le Code civil (articles 562 et suivants), dont le principe fondamental prévoit la reconstruction de la situation comme si le dommage n'avait pas eu place.

**24. Prière d'indiquer si le montant des dommages-intérêts que les autorités judiciaires ordonnent à la personne qui a porté atteinte à des droits de propriété intellectuelle de verser au détenteur du droit inclut ou non les frais d'enquête et les honoraires d'avocat appropriés.**

Les dommages-intérêts ne comprennent ni les frais ni les dépenses de procédure, ni les honoraires des avocats.

**25. Prière d'indiquer quel est le montant des dommages-intérêts estimé par les tribunaux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Prière d'indiquer si ce montant constitue ou non une réparation adéquate du dommage subi par le détenteur du droit, et en quoi ces procédures civiles sont compatibles avec l'article 45 de l'Accord sur les ADPIC.**

À ce moment nous n'avons pas de données disponibles pour répondre à la question. Toutefois cette matière est de la compétence exclusive du juge de la Cour dans chaque procédure, en accordance avec les limites imposées par le Code civil.

**26. Prière d'indiquer les types et montants des peines (emprisonnement ou amendes) applicables dans les affaires pénales. Prière d'indiquer également si ces peines sont compatibles avec l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC qui prescrit des dispositions suffisamment dissuasives, en rapport avec le niveau des peines appliquées pour des délits de gravité correspondante.**

Nous estimons que les sanctions pénales prévues - emprisonnement (jusqu'à trois ans) et amendes - satisfont les exigences de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

## II. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

### Obligations générales

**1. Les articles 41:1 et 42 de l'Accord sur les ADPIC prescrivent de donner accès aux procédures destinées à faire respecter de manière efficace les droits de propriété intellectuelle couverts par l'Accord. Prière d'indiquer la structure des procédures judiciaires et administratives<sup>4</sup> au Portugal par lesquelles les parties peuvent faire respecter leurs droits de propriété intellectuelle, aux niveaux local, provincial et national, en précisant la compétence de chaque type de tribunal ou d'organe administratif et en exposant les rapports qu'ils entretiennent entre eux, le cas échéant. Veuillez citer les lois ou autres textes juridiques établissant cette structure, y compris chaque type de tribunal et d'organe administratif.**

Les procédures judiciaires et administratives concernant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle sont appliquées par l'Inspection Générale des Activités Économiques (procédures administratives), par le parquet et par les tribunaux (procédures judiciaires).

La législation applicable dans ce domaine est la suivante:

- Code du droit d'auteur et des droits voisins, Décret-loi n° 63/85 du 14 mars avec les altérations du Décret-loi n° 114/91 du 3 septembre;
- Code de la propriété industrielle, Décrets-lois n° 15/95 et 16/95 du 24 janvier;
- Régime général des contraventions, Décret-loi n° 433/82 du 27 octobre et Décret-loi n° 244/95 du 14 septembre;
- Infractions antiéconomiques et contre la santé publique, Décret-loi n° 28/84 du 20 janvier;
- Organisation interne de l'Inspection Générale des Activités Économiques, Décret-loi n° 269-A/95 du 19 octobre;
- Organisation interne du parquet, Loi n° 47/86 du 15 octobre;
- Organisation interne des tribunaux judiciaires, Loi n° 38/87 du 23 décembre;
- Code de procédure civile, Décret-loi n° 239-A/95 du 12 décembre, avec les altérations du Décret-loi n° 180/96 du 25 septembre;
- Code de procédure pénale, Décret-loi n° 78/87 du 17 février, avec les altérations du Décret-loi n° 317 du 28 novembre;
- Code des dépenses judiciaires, Décret-loi n° 224/96 du 11 novembre.

**2. Prière d'indiquer brièvement la procédure qui doit être suivie par une partie étrangère pour engager une procédure visant à faire respecter des droits auprès de chaque tribunal et organe administratif identifié en réponse à la question 1 et de citer les textes juridiques établissant ces procédures.**

---

<sup>4</sup> Les présentes questions portent sur les moyens tant judiciaires qu'administratifs de faire respecter les droits de propriété intellectuelle en raison de l'article 49 de l'Accord sur les ADPIC.

Les procédures sont les mêmes, indépendamment de la nationalité de la partie, et les lois applicables sont celles susmentionnées.

**3. Prière d'exposer les éventuelles conditions auxquelles une partie étrangère doit satisfaire pour engager une procédure auprès des tribunaux et organes administratifs identifiés en réponse à la question 1 qui ne sont pas imposées à un ressortissant portugais ou à un résident au Portugal et de citer les textes juridiques prévoyant ces distinctions.**

Dans la loi de procédure portugaise, il n'y a aucune distinction en ce qui concerne la nationalité des parties.

**4. Les articles 41:1 et 48 de l'Accord sur les ADPIC prescrivent d'établir des sauvegardes contre l'usage abusif des procédures judiciaires et administratives visant à faire respecter les droits, y compris d'accorder un dédommagement adéquat en réparation du dommage subi du fait d'un tel usage abusif. Prière d'indiquer les moyens offerts par la législation portugaise pour prévenir l'usage abusif des procédures judiciaires et administratives ou réparer les torts subis du fait d'un tel usage abusif et de citer les textes juridiques qui prévoient ces moyens.**

La responsabilité des fonctionnaires et agents de l'administration centrale et locale peut être engagé avec fondement en violation, soit par action, soit par omission, de ses devoirs (régime prévu par le Décret-loi n° 24/84 du 16 janvier). Les sanctions applicables sont déterminées en fonction de la nature de l'infraction et de la responsabilité de l'agent, sans préjudice de l'applicabilité des sanctions prévues dans le Code pénal (CP).

**5. L'article 41:2 traite, entre autres choses, du coût des procédures judiciaires et administratives visant à faire respecter les droits. Prière d'indiquer les éventuelles redevances perçues par les agents judiciaires ou administratifs pour l'enregistrement des actions en justice intentées en matière de propriété intellectuelle ou pour la poursuite de ces actions une fois qu'elles ont été engagées, de citer les textes juridiques qui prévoient ces redevances et de fournir les copies des documents utilisés pour en assurer la publicité.**

Il n'y a pas de dispositions spécifiques régissant les dépenses des procédures, lesquelles varient selon, notamment, la complexité de l'affaire et le numéro de parties concernées.

Les articles 1<sup>er</sup> et 32 du Décret-loi n° 224-A/96 du 26 novembre - CDJ (Code des dépenses judiciaires), et les articles 446 à 459 du CPC (Code de procédure civile) établissent les règles générales en cette matière.

En particulier, le paiement des dépenses d'une affaire est, en règle générale, de la responsabilité de la partie vaincue, en accordante avec l'article 446 CPC. Les dépenses concernant les honoraires des mandataires judiciaires peuvent être aussi payées, selon décision judiciaire, dans les cas où il est demandé par la partie qui a vaincu (article 454 CPC).

La garantie du paiement des dépenses est réglée par l'article 455 du CPC.

**6. L'article 41:2 traite également de la célérité des procédures judiciaires et administratives visant à faire respecter les droits. Prière de citer les textes juridiques établissant les éventuels délais applicables à ces procédures et, si cela n'a déjà été fait, de fournir les copies des lois et règlements en question.**

Une procédure judiciaire peut être engagée pendant toute la durée de validité des droits de propriété intellectuelle.

Autres limites temporelles sont établies dans les lois mentionnées dans la réponse à la question 1.

**7. Prière d'indiquer les éventuelles dispositions du régime portugais relatif aux moyens de faire respecter les droits qui garantissent des mesures correctives rapides. Veuillez en outre indiquer les dispositions prévues pour empêcher les parties à une procédure de provoquer volontairement des retards, ainsi que les circonstances dans lesquelles ces dispositions seront appliquées.**

L'article 266 du CPC consacre un principe général de coopération, lequel poursuit une obligation de célérité de la procédure.

En particulier dans le domaine de la procédure pénale, la loi prévoit, depuis 1988, un mécanisme d'accélération de la procédure - articles 108 et 109 du CPP (Code de procédure pénale), selon lequel l'offendu peut demander, quand les délais légaux ne sont pas respectés, à l'instance supérieure, que détermine une date pour que la décision en cause soit prononcée.

**8. En vertu de l'article 41:3 de l'Accord sur les ADPIC, les décisions au fond doivent être, de préférence, écrites, pour en déterminer plus facilement les motifs. Prière d'indiquer, pour chaque type de tribunal et d'organe administratif identifié en réponse à la question 1, si les juges ou les agents administratifs sont tenus de formuler leurs décisions par écrit et de citer les textes juridiques prescrivant une telle condition.**

Dans le système juridique portugais, toutes les décisions légales doivent être rendues par écrit.

**9. En vertu de l'article 41:3, les décisions au fond doivent aussi s'appuyer exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre. Prière d'indiquer, pour chaque type de tribunal et d'organe administratif identifié en réponse à la question 1, quels facteurs peuvent être pris en considération par les juges ou les agents administratifs lorsqu'ils rendent une décision et de citer les textes juridiques sur lesquels ils se fondent pour se prononcer.**

Aux termes du CPC (article 659, n° 2), la décision du juge doit être fondée sur les faits et le droit, sous peine de la nullité de l'arrêt (article 668, n° 1 al. b).

**10. En vertu de l'article 41:4, les Membres de l'OMC sont tenus de prévoir la révision judiciaire de certaines décisions judiciaires et administratives dans le cadre des procédures relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation à la faculté qu'une partie à une telle procédure a d'obtenir que les décisions de procédure et les décisions finales soient révisées par une autorité judiciaire distincte, et de citer les textes juridiques prévoyant de telles révisions.**

En ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle, il n'y a pas de restrictions pour qu'on puisse recourir à des décisions judiciaires et/ou administratives.

#### Procédures et mesures correctives civiles et administratives

**11. En vertu de l'article 42, les défendeurs doivent être informés des procédures judiciaires et administratives relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle engagées contre eux. Prière de décrire les procédures suivies par chaque type de tribunal et d'organe administratif identifié en réponse à la question 1 pour informer les parties défenderesses des procédures qui ont été engagées contre elles, d'indiquer les renseignements fournis au sujet de la procédure et de citer les textes juridiques établissant ces procédures.**



Les dispositions concernant la signification et la notification du défendant figurent dans les articles 228 à 263 du CPC.

**12. En vertu de l'article 42, les parties à une procédure relative aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle doivent également avoir la possibilité de se faire représenter par un conseil et ne doivent pas être soumises à des prescriptions excessives en matière de comparution personnelle. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation portugaise à la faculté qu'une partie à une telle procédure a de se faire représenter par un conseil juridique indépendant et les éventuelles prescriptions l'obligeant à comparaître personnellement dans une procédure. Prière de citer les textes juridiques prévoyant de telles limitations et imposant de telles prescriptions.**

Possibilité de représentation (fondé de pouvoir) - articles 72, 73 et 74 du CDADV (Code des droits d'auteur et des droits voisins) et article 35 du CPC.

Exigence de mandater un avocat dans la plupart des affaires (articles 32, 43 et 44 du CPC).

Les règles de procédure civile permettent la représentation des parties. Dans ce sens, la comparution personnelle du détenteur du droit devant le tribunal n'est pas obligatoire.

"*A contrario*", dans le domaine du droit pénal, le principe de la présence obligatoire de l'accusé au tribunal est institué.

**13. En vertu de l'article 42, les parties doivent être habilitées à justifier leurs allégations et à présenter les éléments de preuve pertinents. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation portugaise à la faculté qu'une partie a de justifier une allégation ou de présenter les éléments de preuve pertinents et de citer le texte juridique prévoyant de telles limitations.**

Sous certaines conditions, l'autorité judiciaire peut limiter l'accès aux éléments de preuve qui ont été présentés (CPC et Code des sociétés commerciales).

L'article 3 du CPC prévoit le principe du contradictoire selon lequel le juge ne peut pas décider sur les questions de droit et de fait, à moins que les parties aient la possibilité de se prononcer sur ces mêmes questions, et n'établit que des limitations à titre exceptionnel.

L'article 2 du même Code établit des garanties d'accès des parties aux tribunaux.

**14. L'article 42 prescrit, à une étroite exception près, de prévoir un moyen d'identifier et de protéger les renseignements confidentiels au cours des procédures judiciaires et administratives relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Prière d'indiquer les moyens prévus par la législation portugaise pour que les parties puissent identifier et protéger les renseignements confidentiels qu'elles sont tenues de présenter à l'appui de leurs allégations et de citer les textes juridiques prévoyant une telle identification et une telle protection.**

L'article 618 n° 3 du CPC consacre la possibilité d'une personne de s'excuser à déposer en justice quand elle est tenue au secret professionnel, au secret de fonctionnaire et au secret d'État, relativement aux faits renfermés par le secret.

**15. En vertu de l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC, les agents judiciaires et administratifs doivent pouvoir ordonner à une partie à une procédure relative aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle de produire les éléments de preuve pertinents se trouvant sous son contrôle et identifiés par la partie adverse lorsque cette dernière a présenté des éléments de preuve raisonnablement accessibles à l'appui de ses allégations. Prière d'indiquer**

**selon quelles modalités et dans quelles circonstances les juges et les agents administratifs peuvent ordonner la production d'éléments de preuve pertinents dans les procédures relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et de citer les textes juridiques prévoyant de telles ordonnances.**

À la lumière des principes applicables, dans lesquels sont inspirés plusieurs dispositions du CPC (articles 3 A, 158, 266, 266-A 266-B et 519), le juge de l'affaire a le pouvoir d'ordonner la production des éléments de preuve considérés nécessaires au bon déroulement de la procédure et à la découverte de la vérité.

Dans ce but, les parties ont l'obligation de collaborer, en facultant au juge les éléments demandés.

**16. Les renseignements dont la production a été ordonnée, évoqués à la question 15, doivent être protégés s'ils sont confidentiels. Prière d'indiquer les moyens prévus par la législation portugaise pour protéger ces renseignements et le texte juridique prévoyant une telle protection, si ces moyens sont différents de ceux qui sont décrits en réponse à la question 14.**

Le principe général consigné à la réponse 15 est exceptionné par l'article 533 du CPC, lequel prévoit la possibilité de refuser la délivrance de certaines preuves, au nom d'une "cause légitime".

L'accès aux pièces de l'affaire et l'accès à la salle d'audience peuvent être restreints, aux termes des articles 168 et 659 du CPC.

Le Code commercial inclut, aussi, une limitation à propos du principe de la confidentialité concernant la présentation des livres de comptes comptabilité (articles 43 et 44).

**17. L'article 43:2 prévoit que, dans l'éventualité où une partie refuserait de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée par les agents judiciaires ou administratifs, ces derniers peuvent être habilités à établir des déterminations préliminaires et finales défavorables à cette partie. Prière d'indiquer les sanctions qui peuvent être infligées à une partie qui a refusé de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée et les circonstances dans lesquelles elles sont infligées, en citant le texte juridique qui les prévoit.**

Le refus d'informations par la partie demandée, sans motif justifié, peut impliquer, selon l'article 533 du CPC, la saisie des documents ou l'application d'une amende, aux termes des articles 519 n° 2, 532 et 537 CPC.

**18. L'article 44:1 prescrit que les agents judiciaires et administratifs soient habilités à formuler une injonction ou à empêcher d'une autre manière une partie de mener une activité portant atteinte à un droit, y compris en empêchant l'introduction des marchandises en cause dans les circuits commerciaux relevant de leur compétence. Prière d'indiquer le pouvoir que les juges et les agents administratifs identifiés en réponse à la question 1 ont d'ordonner aux parties de mettre un terme aux violations des droits et d'empêcher les marchandises en cause de pénétrer dans les circuits commerciaux relevant de leur compétence immédiatement après leur dédouanement. En outre, prière de citer les textes juridiques autorisant de telles actions.**

Le pouvoir judiciaire peut ordonner, sur demande ou *ex officio*, la cessation, sans délai ou dans un délai indiqué, de la pratique d'actes illicites contre la propriété industrielle, selon l'article 11 du Décret-loi n° 28/84 du 20 janvier, dont l'article 258 du Code de la propriété industrielle demande l'application.

En cas de risque d'offense contre les droits de propriété industrielle l'article 45 du CPI est applicable. Cet article, conjugué avec les articles 381 et suivants du CPI, prévoit des mesures conservatoires destinées à prévenir ou à empêcher les risques de retard de l'action principale en cours au tribunal.

L'article 274 du CPI prévoit la saisie par les douanes des biens qui constituent violation des droits de propriété industrielle. Parallèlement, l'article 47 du Décret-loi n° 28/84 détermine que les biens saisis puissent être détruits de façon à ne pas donner lieu à de nouvelles infractions contre les droits de propriété industrielle.

Le CPP (article 178) donne aux autorités judiciaires le pouvoir d'ordonner la saisie d'objets qui auraient servi, ou qui étaient en train d'être destinés à la pratique d'infractions contre les droits de propriété industrielle.

En ce qui concerne les droits d'auteur et les droits voisins, l'article 201 n° 1 du CDADV, le pouvoir judiciaire doit ordonner la saisie des exemplaires des œuvres usurpées ou contrefaites, ainsi que leurs enveloppes matérielles respectives, les machines ou autres instruments ou documents dont on soupçonne qu'ils ont servi ou qu'ils ont été destinés à l'accomplissement de l'acte qui constitue l'infraction.

La destination de tous les objets saisis sera fixée dans la sentence finale et, quand il soit prouvé qu'ils étaient destinés à l'accomplissement de l'acte constitutif de l'infraction ou qu'ils ont été utilisés à cette fin, ils seront perdus en faveur de l'État. Dans ce cas, les copies ou exemplaires seront obligatoirement détruits, sans que cela ouvre droit à une indemnisation.

Dans le cas de flagrant délit, sont compétentes pour procéder à la saisie, les autorités administratives et de police à savoir la police judiciaire, la Sûreté publique, la Garde nationale républicaine, la douane et la Direction générale de l'inspection économique. La saisie doit être obligatoirement précédée d'un crime.

**19. L'article 44:2 prévoit une exception à la prescription énoncée au paragraphe 1 en ce qui concerne l'utilisation d'un droit par les pouvoirs publics ou par des tiers autorisés par les pouvoirs publics, limitant la mesure corrective de la violation du droit au paiement d'une rémunération adéquate tel que le prévoit l'article 31 h). Prière d'indiquer les éventuelles limitations des mesures correctives figurant dans la législation portugaise et de citer les textes juridiques prévoyant ces limitations.**

L'article 108 du CPI permet que, pour des raisons d'intérêt public, le titulaire d'un brevet puisse être contraint de concéder une licence pour l'exploitation de l'invention en question. Le gouvernement est compétent pour accorder une licence qui évalue l'opportunité de la demande et qui rend, par décret, la décision dans laquelle il établit les rémunérations appropriées, aux termes de l'article 31 h) de l'Accord sur les ADPIC.

**20. L'article 45:1 prescrit que les agents judiciaires et administratifs soient habilités à ordonner à un contrevenant de verser au détenteur du droit des dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage subi du fait de l'atteinte portée au droit. Prière d'indiquer le pouvoir que les juges et les agents administratifs identifiés en réponse à la question 1 ont d'ordonner à une partie dont il a été constaté qu'elle portait atteinte à un droit de verser au détenteur du droit des dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage causé par cette atteinte. Prière d'indiquer les facteurs pris en considération pour établir le montant du dédommagement et de citer les textes juridiques autorisant des ordonnances en la matière.**

L'article 483 du Code civil prévoit que celui qui viole illicitement un droit de propriété industrielle d'autrui est obligé à indemniser le lésé des dommages résultant de la violation, par pertes et dommages, en reconstituant la situation telle qu'elle existerait si la violation ne s'était pas vérifiée (article 562 CC).

La réparation des dommages peut être demandée en procédure civile, ou en procédure liée à l'action criminelle.

Si la réparation de la situation antérieure est impossible, une réparation par équivalent aura lieu, traduite dans la remise du quantitatif pécuniaire correspondant au montant des dommages (article 566 CC).

**21. L'article 45:2 prescrit que les juges et les agents administratifs soient habilités à ordonner de payer les frais du détenteur du droit, y compris les honoraires d'avocat. Prière d'indiquer le pouvoir que les juges et les agents administratifs identifiés en réponse à la question 1 ont d'ordonner le paiement des frais du détenteur du droit, les circonstances dans lesquelles une telle ordonnance sera prononcée et les facteurs pris en considération pour déterminer les frais, et de citer les textes juridiques autorisant de tels paiements.**

En ce qui concerne les frais et les dépenses, en règle générale c'est la partie perdante qui sera condamnée aux frais et aux dépenses (article 446 du CPC et article 1 et 32 du CDJ), sauf si le tribunal en décide autrement.

Selon l'article 457 du CPC, les tribunaux doivent fixer le paiement des dépenses, y compris les honoraires des mandataires. Les circonstances selon lesquelles le paiement est ordonné varieront selon l'importance de l'action en tribunal et le travail des mandataires.

La Loi qui établit l'Association d'avocats définit des principes généraux sur ce sujet. L'article 76 du CPC prévoit une action des honoraires, s'ils ne sont pas payés volontairement par la partie perdante.

**22. L'article 46 prescrit que les juges et les agents administratifs soient habilités à ordonner, dans certaines circonstances, d'autres mesures correctives, y compris la mise à l'écart des circuits commerciaux ou la destruction des marchandises et la destruction des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création des marchandises en cause. Prière d'indiquer les mesures correctives additionnelles prévues par la législation portugaise, les circonstances dans lesquelles ce pouvoir sera exercé et les facteurs pris en considération pour déterminer la nature des mesures correctives offertes, et de citer les textes juridiques prévoyant de telles mesures.**

La destruction des marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle ou des matériaux/instruments ayant servi à leur production est prévue dans le CPP (articles 178 et 186 n° 2), aussi bien que dans le CDADV (articles 201 et 202).

La Loi (Décret-loi n° 433/82 du 27 octobre, modifié par le Décret-loi n° 244/95 du 14 septembre, et articles 204 et 205 du CDADV) prévoit des amendes, en tant que sanctions de nature administrative.

**23. L'article 47 prévoit que les Membres de l'OMC peuvent habiliter les juges et les agents administratifs à ordonner aux contrevenants d'identifier pour le compte des détenteurs de droits les tierces parties participant à la production et à la distribution des marchandises ou des services en cause, ainsi que leurs circuits de distribution. Prière d'indiquer le pouvoir éventuel que les juges et les agents administratifs ont en vertu de la législation portugaise d'ordonner aux contrevenants d'identifier pour le compte des détenteurs de droits les tierces parties participant à**

la production et à la distribution des marchandises ou des services en cause, ainsi que leurs circuits de distribution, et de décrire les circonstances dans lesquelles ce pouvoir serait exercé. Prière de citer les textes juridiques prévoyant de telles mesures correctives.

Cette possibilité n'existe pas dans notre ordre juridique.

**24. L'article 48:2 autorise les Membres de l'OMC à ne dégager les autorités et les agents publics de leur responsabilité qui les expose à des mesures correctives que dans les cas où ils ont agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans l'exercice de leurs responsabilités dans le cadre de la législation. Prière d'indiquer les éventuelles exemptions de responsabilité accordées aux autorités et agents publics pour usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits, de décrire les circonstances dans lesquelles de telles limitations ne s'appliqueraient pas et de citer les textes juridiques accordant de telles exemptions.**

La responsabilité des fonctionnaires et agents de l'administration peut être engagée en conformité avec le régime prévu par le Décret-loi n° 24/84 du 16 janvier.

#### Mesures provisoires

**25. En vertu de l'article 50:1 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à ordonner l'adoption de mesures provisoires rapides et efficaces pour empêcher qu'il soit porté atteinte à un droit de propriété intellectuelle. Pour chaque droit de propriété intellectuelle identifié à l'article 1:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière d'indiquer les mesures provisoires offertes pour protéger les droits de propriété intellectuelle. Prière de citer le texte juridique pertinent établissant ces mesures provisoires.**

Le CPC (article 381) prévoit que l'autorité judiciaire (le juge ou le parquet selon le stade du procès) puisse ordonner des mesures provisoires à la demande du requérant.

Les mesures provisoires doivent être appropriées et adéquates à l'objectif poursuivi: éviter que, pendant le déroulement du recours principal, la partie qui les sollicite ne subisse pas un préjudice grave et irréparable.

Le titulaire d'un intérêt peut se fonder dans le droit déjà existant, ou dans le droit émergé d'une décision à proférer dans l'action déjà proposée ou à proposer.

L'article 20 du CPI permet aussi que l'établissement industriel, ou n'importe quel autre local, soit inspecté afin d'appuyer ou de préciser les allégations faites par les parties.

**26. En vertu de l'article 50:1 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à ordonner l'adoption de mesures provisoires rapides et efficaces pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à une atteinte alléguée. Prière d'indiquer les mesures provisoires offertes pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à une atteinte alléguée et de citer le texte juridique pertinent.**

L'autorité douanière peut, pour son initiative, effectuer la saisie des marchandises qui portent les signes d'une infraction visée dans le CPI (article 274). La saisie peut être ultérieurement confirmée ou requise à nouveau par l'autorité judiciaire compétente, à l'initiative du parquet, ou à la demande de la partie lésée.

De la même façon, le CDADV (article 201) prévoit la saisie des exemplaires ou des copies d'œuvres usurpées ou contrefaites.

Dans les cas de flagrant délit, sont compétentes pour procéder à la saisie les autorités administratives et de police, à savoir la Police judiciaire, la Sûreté publique, la Garde nationale républicaine, la Douane, et la Direction générale de l'inspection économique.

**27. L'article 50:2 et 50:8 prescrit aux Membres d'habiliter les autorités judiciaires et administratives à adopter des mesures provisoires sans que l'autre partie soit entendue. Pour chaque droit de propriété intellectuelle identifié à l'article 1:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière de décrire brièvement les circonstances dans lesquelles les autorités judiciaires et administratives sont habilitées à adopter des mesures provisoires sans que l'autre partie soit entendue et de citer le texte juridique pertinent.**

L'IGAE (Inspection Générale des Activités Économiques) doit promouvoir des actions de nature préventive et répressive en matière d'infractions antiéconomiques.

En conformité avec le Décret-loi n° 269-A/95 du 19 octobre, l'IGAE est un service central du Ministère de l'économie, dont le but est l'application des lois, des règlements, des instructions, des décisions internes et d'autres dispositions qui règlent les activités économiques.

Les attributions de l'IGAE (aux termes des articles 3 et 6 du même décret-loi) sont, entre autres, les suivantes:

- promotion des actions de nature préventive et répressive en matière d'infractions antiéconomiques et contre la santé publique;
- aide aux autorités judiciaires;
- investigation et instruction des procès de contravention sur lesquels elle a compétence, légalement octroyée, y compris le pouvoir d'ordonner son classement;
- divulgation de la législation relative aux différents secteurs de l'économie, dont la fiscalisation lui est octroyée, auprès des associations d'entreprises, organisations syndicales et autres agents économiques.

Elle peut exercer son activité:

- de façon préventive - pour empêcher la pratique de certaines infractions économiques;
- de façon répressive - pour annuler les actes illicites et les éviter dans le futur.

Selon le cité décret-loi, les fonctionnaires de l'Inspection peuvent procéder à la saisie immédiate de tous les biens en situation d'infraction, notamment de contrefaçon ou autre, et en violation des règles qui protègent les droits de propriété intellectuelle. Selon le Code de procédure pénale, les saisies doivent être appréciées et confirmées par l'autorité judiciaire compétente.

S'agissant d'infractions pénales pour violation des droits de propriété intellectuelle (décrits dans le n° 2 de l'article premier de l'Accord sur les ADPIC), identifiées au cours d'actions d'inspection régulières ou par dénonciation, l'autorité judiciaire (le parquet) est saisie d'une demande d'appréhension des produits, objets, machines, etc. liés à la pratique de l'infraction.

L'autorité judiciaire doit confirmer, ultérieurement, l'appréhension et ordonner l'expertise, aux termes des articles 151 et suivants du CPP.

**28. En vertu de l'article 50:2 et 50:8, les autorités judiciaires et les organes administratifs doivent être habilités à accorder des mesures correctives provisoires lorsqu'un retard est de nature à causer un "préjudice irréparable" au détenteur du droit. Prière d'indiquer brièvement les conditions requises par les autorités identifiées en réponse aux questions 25, 26 et 27 pour établir l'existence d'un "préjudice irréparable" causé au détenteur du droit.**

L'adoption des mesures provisoires doit être demandée au tribunal en conformité avec la Loi de procédure civile. Par conséquent, le juge sera l'entité compétente pour évaluer les éventuels dommages irréparables pour le titulaire du droit et pour établir, dans chaque cas, les mesures nécessaires et notifier les parties concernées.

Par ailleurs, en cas de recours à la saisie de marchandises, celle-ci restera à l'ordre du procès. Son affectation (ou des changements qui en résultent tout au long dudit procès) sera prescrite par l'entité, qui sera le juge ou le magistrat du Ministère public (le parquet) dans le cadre criminel, selon le stade de la procédure, et dans le cas de contravention, l'entité qui décidera la conclusion du procès (laquelle, dans ce domaine de propriété intellectuelle, ne pourra en aucun cas être l'Inspection générale des activités économiques - IGAE).

Ainsi, ce seront ces entités, prenant en considération les particularités du cas en appréciation, qui décideront s'il y a la possibilité d'éviter des dommages irréparables ou s'il y a risque d'anéantissement de preuves qui nécessitent une intervention pour être évités et, à ce moment-là, qui apprécieront la viabilité des mesures à prendre et qui ensuite les ordonneront.

**29. En vertu de l'article 50:2 et 50:8, les autorités judiciaires et les organes administratifs doivent également être habilités à accorder des mesures correctives provisoires lorsqu'il existe un "risque démontrable de destruction des éléments de preuve". Prière d'indiquer brièvement les facteurs pris en considération par les autorités compétentes pour déterminer à quel moment il existe un "risque démontrable de destruction des éléments de preuve".**

Voir réponse à la question 28.

**30. En vertu de l'article 50:3 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à exiger du requérant qu'il fournisse des éléments de preuve pour établir avec une certitude suffisante qu'il est le détenteur du droit et qu'une atteinte est portée à son droit ou que cette atteinte est imminente. Pour chaque droit de propriété intellectuelle défini à l'article 1:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière d'indiquer les éléments de preuve requis des détenteurs de droits pour établir la propriété.**

Le titulaire du droit peut prouver sa titularité par un certificat d'enregistrement (article 6 du CPI) issu par l'Institut de la propriété industrielle.

**31. En vertu de l'article 50:3 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à prévoir une caution ou une garantie équivalente pour protéger le défendeur. Pour chaque droit de propriété intellectuelle identifié à l'article 1:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière de citer le texte juridique établissant une caution ou une garantie équivalente.**

Selon l'article 387 du CPC, le tribunal pourra ordonner une mesure provisoire dès qu'il y a une probabilité sérieuse de l'existence d'un droit et qu'il existe une possibilité, suffisamment fondée, de lésion de ce droit.

La mesure provisoire peut être remplacée par une caution adéquate, sur demande du défendeur, dès que la caution offerte, écouter le demandeur, est suffisamment pour éviter le dommage ou le réparer intégralement.

Le juge peut aussi, dès qu'il le considère convenable, même sans l'audience du défendeur, faire dépendre la concession de la mesure provisoire du paiement d'une caution adéquate par le demandeur (article 390 du CPC).

**32. L'article 50:4 prescrit que les parties soient avisées lorsque des mesures provisoires ont été adoptées sans que l'autre partie soit entendue. Prière d'indiquer brièvement les procédures suivies par chaque autorité habilitée à adopter de telles mesures pour aviser les parties affectées et de préciser le délai dans lequel cet avis doit être adressé.**

Les mesures provisoires doivent être notifiées à l'intéressé selon les termes généraux de l'article 166 du CPC.

Ces procédures ont une nature urgente et doivent être décidées selon l'article 382 n° 2 du CPC.

Voir aussi en complément la réponse aux questions 28 et 29.

**33. L'article 50:4 prescrit également que les défendeurs se voient accorder un processus de révision afin de déterminer s'il faut modifier, confirmer ou abroger les mesures provisoires. Prière d'indiquer brièvement les procédures que le défendeur doit suivre pour engager un processus de révision auprès de chacune des autorités habilitées à adopter de telles mesures, ainsi que le délai dans lequel ce processus doit être engagé.**

Il y a toujours la possibilité de recours selon les modalités prévues à l'article 676 du CPC, lequel doit respecter les règles fixées aux articles 771 et 772 du même Code, relatives aux fondements et aux délais à suivre.

**34. En vertu de l'article 50:5, les autorités compétentes doivent être habilitées à exiger des requérants qu'ils fournissent d'autres renseignements nécessaires à l'identification des marchandises considérées par l'autorité qui exécutera les mesures provisoires. Prière d'indiquer brièvement quels autres renseignements peuvent être requis par les autorités et de citer le texte juridique sur lequel cette demande de renseignements supplémentaires se fonde.**

Bien que l'article 384 du CPI permet de décréter une mesure provisoire fondée sur la preuve sommaire du droit menacé présentée par le demandeur, le tribunal pourra exiger au demandeur des informations additionnelles considérées pertinentes, selon l'article 519 du même Code.

**35. Aux termes de l'article 50:6 et 50:8, si une procédure conduisant à une décision au fond n'est pas engagée dans un délai raisonnable, les mesures provisoires accordées par les autorités compétentes seront abrogées ou cesseront de produire leurs effets d'une autre manière, à la demande du défendeur. Prière d'indiquer les dispositions pertinentes de la législation portugaise autorisant l'abrogation ou la cessation des mesures provisoires si une procédure de révision n'est pas engagée dans un délai raisonnable et de préciser ce qu'est un "délai raisonnable" pour engager une procédure.**

Les mesures provisoires sont toujours ordonnées dans la dépendance d'une action principale. L'article 389 n° 1 al.c) du CPC établi un délai de 30 jours pour l'introduction du recours principal à partir de la signification du requérant des mesures provisoires ordonnées par le tribunal, à peine de la cessation de ces mesures.

**36. Aux termes de l'article 50:7 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à ordonner au requérant d'accorder au défendeur un dédommagement approprié en réparation de tout dommage causé par l'adoption de mesures provisoires lorsque lesdites mesures**



**sont abrogées, cessent d'être applicables, ou lorsqu'il a été déterminé qu'il n'y a pas eu atteinte ou menace d'atteinte. Prière d'indiquer comment les autorités compétentes déterminent le "dédommagement approprié".**

Si la mesure est considérée injustifiée (ou si elle est échouée), le demandeur est responsable par les dommages causés à la personne contre laquelle il s'est opposé, s'il n'a pas agi avec la prudence normale et s'il devient empêché de demander une autre mesure rapportée à la même action (articles 389 et 390 du CPC). Le juge doit évaluer le montant de l'indemnisation prenant en considération la valeur des dommages causés et le quantitatif des profits cessés de façon à remplacer le lésé dans la situation économique et juridique à laquelle il se trouverait avant la violation (article 564 du CC). Si la réparation de la situation antérieure n'est pas possible, il aura lieu à une réparation par équivalent traduite dans la remise du quantitatif pécuniaire correspondant au montant des dommages (article 566 du CC).

Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière

**37. En vertu de l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC, les pays sont tenus d'adopter des procédures qui permettent aux détenteurs de droits de requérir la suspension de l'importation de marchandises de marque contrefaites et d'oeuvres pirates portant atteinte au droit d'auteur. Prière d'indiquer l'autorité compétente au Portugal habilitée à recevoir les demandes visant à faire suspendre la mise en libre circulation de marchandises soupçonnées de porter atteinte aux droits et de citer la loi ou le règlement pertinent régissant cette habilitation.**

Les demandes de suspension de l'importation de marchandises soupçonnées d'être marchandises en contrefaçon ou marchandises pirates - demande d'intervention des autorités douanières - doivent être adressées au Directeur général des douanes et peuvent être présentées dans les douanes existantes dans le territoire national ou directement dans la Direction de services de régulation douanière (Direcção de Serviços de Regulação Aduaneira), Rua da Alfândega, n° 2, 1194 Lisboa Codex).

Cette procédure est en conformité avec le Règlement (CE) n° 3295 du Conseil du 22 décembre, qui établit des mesures destinées à interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous un régime suspensif des marchandises en contrefaçon et des marchandises pirates.

**38. Prière d'indiquer les procédures que doit suivre un détenteur de droit pour obtenir une protection à la frontière de la part des autorités compétentes, par exemple, si une demande formelle doit être présentée à l'autorité compétente, judiciaire ou administrative, et les renseignements requis dans la demande de suspension, et de citer la loi ou les règlements prévoyant de telles procédures.**

Le titulaire du droit est la personne avec légitimité pour formuler une demande d'intervention des autorités douanières. Il doit le faire par écrit, en triple exemplaire, en l'adressant aux entités déjà mentionnées dans la réponse précédente.

Le fondement juridique de cette procédure est prévu dans l'article 3 du Règlement (CE) n° 3295 du Conseil du 22 décembre.

**39. Prière d'indiquer si des procédures, admissibles au titre de l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC, peuvent être utilisées pour bloquer l'exportation de marchandises soupçonnées de porter atteinte à des droits d'auteur et/ou à des marques de fabrique ou de commerce.**

Comme déjà mentionné dans les réponses précédentes, le titulaire du droit doit formuler une demande d'intervention douanière.

**40. En vertu de l'article 52 de l'Accord sur les ADPIC, les détenteurs de droits qui souhaitent bloquer l'importation de marchandises de marque contrefaites ou d'oeuvres pirates portant atteinte au droit d'auteur sont tenus de présenter des éléments de preuve aux autorités compétentes établissant qu'il est présumé y avoir atteinte à leur marque de fabrique ou de commerce ou à leur droit d'auteur. Prière d'indiquer quels éléments de preuve établiront une présomption de violation de droits au Portugal.**

La demande d'intervention douanière doit être présentée avec le document qui prouve que le demandeur est titulaire d'un droit protégé.

En ce qui concerne les droits objet d'un enregistrement ou, s'il est le cas, d'un dépôt (droit de marque de fabrique ou de commerce au droit relatif aux dessins et modèles industriels enregistrés), la demande doit être instruite avec le document probatoire de l'enregistrement ou du dépôt, selon par l'organisme compétent.

Dans la situation de "prima facie infringement" sont prises en considération les similitudes existantes entre les marques, symboles, logotypes, etc., soupçonnées d'être marchandises en contrefaçon et des marchandises du même genre enregistrées.

Le représentant du titulaire du droit au Portugal, ou bien un expert nommé par le titulaire du droit est notifié par les services douaniers afin de se diriger à la douane où la suspension du dédouanement a eu lieu, pour reconnaître qu'il s'agit d'une marchandise de contrefaçon ou pirate. Pour le faire, il faut élaborer une expertise.

**41. L'article 52 prescrit également que le détenteur du droit fournisse une "description suffisamment détaillée des marchandises" devant être bloquées. Prière d'indiquer ce qui est requis du détenteur du droit au Portugal pour qu'une description soit "suffisamment détaillée".**

Il faudra indiquer s'il s'agit de marchandises de contrefaçon ou de marchandises pirates. Il faudra aussi indiquer la désignation commerciale ou faire une description suffisamment précise pour permettre aux autorités douanières de la reconnaître.

**42. En vertu de l'article 52, les autorités compétentes sont tenues d'aviser le détenteur du droit, dans un délai raisonnable, que sa demande est acceptée. Prière d'indiquer dans quel délai l'autorité compétente répond à une demande visant à faire suspendre la mise en libre circulation de marchandises et, si la demande est acceptée, la période pour laquelle des mesures seront prises.**

Les demandes d'intervention des autorités douanières doivent être présentées aux douanes existantes dans le territoire national ou directement aux services centraux (DGA) où elles seront soumises à un examen formel après lequel elles seront accueillies ou non.

Après avoir reçu une demande d'intervention douanière, l'autorité administrative doit informer le demandeur, sans délai, si elle accepte ou refuse sa demande. Cette information doit être fournie par écrit et le plus rapidement possible.

La demande d'intervention est valable pendant six mois, renouvelables à la demande du titulaire du droit.

**43. En vertu de l'article 53:1, les autorités compétentes doivent être habilitées à obtenir du requérant une caution ou une garantie équivalente suffisante pour protéger le défendeur et**

**prévenir les abus. Prière de vérifier si les autorités compétentes identifiées ci-dessus sont habilitées à requérir une caution ou une garantie équivalente et de citer les dispositions de la loi ou du règlement qui leur confèrent ce pouvoir.**

La garante ou la caution ne seront réclamées que dans le cas d'une effective intervention douanière.

**44. L'article 53:2 prévoit que le propriétaire, l'importateur ou le destinataire de marchandises comportant des dessins ou modèles industriels, des brevets, des schémas de configuration ou des renseignements non divulgués dont la mise en libre circulation a été suspendue par les autorités douanières doivent pouvoir, dans certaines circonstances, les faire mettre en libre circulation moyennant le versement d'une caution suffisante pour protéger le détenteur du droit d'une atteinte à son droit. Prière d'indiquer quelles formes de propriété intellectuelle, le cas échéant, sont soumises aux dispositions de l'article 53:2 et de citer les dispositions pertinentes de la loi ou des règlements.**

Dans le cas de marchandises soupçonnées de porter atteinte aux droits relatifs aux dessins ou modèles, le propriétaire, l'importateur ou le destinataire des marchandises a la faculté d'obtenir la mainlevée ou la levée de la retenue des marchandises en question moyennant le dépôt d'une garantie suffisante pour protéger les intérêts du titulaire du droit.

Cette matière est réglée dans le n° 2 de l'article 7 du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil du 22 décembre.

**45. L'article 54 prescrit que l'importateur et le requérant soient avisés dans les moindres délais de la suspension de la mise en libre circulation des marchandises. Prière d'indiquer le délai dans lequel l'autorité compétente doit émettre un avis indiquant que la mise en libre circulation des marchandises a été suspendue.**

Le Règlement n° 3295/94 établit que l'autorité douanière saisie d'une demande doit informer, sans délai, le demandeur si elle fait droit ou non à sa demande. Cette information doit être fournie, par écrit, le plus rapidement possible.

**46. L'article 55 énonce clairement que le détenteur du droit requérant la suspension de la mise en libre circulation des marchandises en cause doit engager une procédure conduisant à une décision au fond auprès d'une instance appropriée dans un délai raisonnable, faute de quoi les marchandises seront mises en libre circulation. Prière d'indiquer les instances auprès desquelles un requérant/une partie peut engager une procédure conduisant à une décision au fond qui permettra aux autorités douanières de retenir les marchandises au-delà de dix jours ouvrables.**

Les décisions du fond de l'affaire relèvent de la compétence des tribunaux de droit commun.

**47. L'article 55 prévoit qu'une révision devra avoir lieu dans un délai raisonnable à la demande de la partie défenderesse pour déterminer si les mesures de suspension doivent être modifiées, abrogées ou confirmées, en attendant le résultat de la procédure conduisant à une décision au fond. Prière d'indiquer l'instance habilitée à procéder à une telle révision, de décrire la procédure et de citer la loi ou les règlements applicables.**

La Loi portugaise, au n° 3 de l'article 274 du CPI, permet la révision des mesures qui conduisent à la suspension de l'introduction et de la libre circulation des marchandises. D'une manière générale, de nouveaux documents et des nouvelles décisions sur cette matière sont permis, y compris la confirmation (ou non) de la mesure de suspension. L'organisme compétent pour appliquer cette décision est la Cour judiciaire.

**48. En vertu de l'article 56, les autorités doivent pouvoir exiger du requérant qu'il indemnise la partie défenderesse pour tout dommage causé dans le cas où la rétention des marchandises était injustifiée. Prière d'indiquer les autorités qui peuvent ordonner au requérant de verser à l'importateur, au destinataire ou au propriétaire un dédommagement en réparation du dommage causé par la rétention injustifiée ou par la rétention des marchandises mises en libre circulation conformément à l'article 55, et de citer la loi ou les règlements applicables.**

Le tribunal est la seule autorité compétente dans cette matière, selon les articles 66 et suivants du CPC.

**49. L'article 57 prescrit que les autorités compétentes soient habilitées à autoriser le détenteur du droit à inspecter les marchandises retenues afin d'établir le bien-fondé des allégations. Prière d'indiquer comment les détenteurs de droits se voient ménager la possibilité d'inspecter des marchandises suspectes qui ont été retenues par les autorités douanières.**

Selon l'article 6 n° 1 du Règlement (CE) n° 3295/94, le bureau de douane accorde au demandeur et aux personnes concernées par une opération visée à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1, point a), la possibilité d'inspecter les marchandises pour lesquelles l'octroi de la mainlevée est suspendu ou qui ont été retenues.

Lors de l'examen des marchandises, le bureau de douane peut procéder à des prélèvements d'échantillons en vue de faciliter la poursuite de la procédure.

**50. L'article 57 prescrit aussi que, dans le cas où la décision au fond est en faveur du détenteur du droit, les autorités compétentes puissent également être habilitées à fournir à ce dernier des renseignements sur l'importateur, le destinataire ou l'expéditeur. Si les autorités compétentes au Portugal ont la faculté de fournir au détenteur du droit des renseignements sur l'importateur, le destinataire ou l'expéditeur, prière d'indiquer comment les renseignements concernant le nom et l'adresse des expéditeurs, des importateurs et des destinataires et les quantités de marchandises sont fournis au requérant après qu'une décision établissant l'existence d'une atteinte à un droit a été prise, par exemple, est-ce que les autorités fournissent automatiquement les renseignements ou faut-il une demande écrite présentée par le détenteur du droit, etc.? Prière de citer la loi ou les règlements conférant ce pouvoir.**

Le bureau de douane ou le service qui a traité la demande informe le titulaire du droit, à sa demande, des noms et adresses de l'expéditeur, de l'importateur, ou de l'exportateur et du fabricant des marchandises reconnues comme des marchandises de contrefaçon ou des marchandises pirates, ainsi que la quantité des marchandises en question. Cette information doit se conformer aux dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel du secret commercial et industriel ainsi que du secret professionnel et administratif (article 8 n° 3 du Règlement (CE) n° 3295/94).

**51. L'article 58 précise les procédures à suivre lorsque les autorités compétentes peuvent mener une action d'office. Prière d'indiquer si les autorités compétentes au Portugal sont habilitées à mener une action d'office et, dans l'affirmative, préciser les domaines de propriété intellectuelle soumis à une telle action.**

Lorsqu'il s'agit des délits contre la propriété industrielle, les autorités peuvent agir "*ex officio*" (article 274 du CPI et article 4 du Règlement (CE) n° 3295/94).

**52. L'article 59 identifie les mesures correctives qui doivent être prévues, y compris la destruction ou la mise à l'écart des circuits commerciaux des marchandises portant atteinte à un droit. Prière d'indiquer ce qui est permis par la législation portugaise en ce qui concerne la mise**

**hors circuit des marchandises en cause, à savoir, si la loi autorise la destruction, la mise hors circuit ou les deux. Prière de citer la loi ou les règlements conférant ce pouvoir.**

Le CPI détermine la destruction des marchandises en infraction, en conformité avec les dispositions légales suivantes: articles 274 et 258 du CPI et articles 46 à 51 du Décret-loi n° 28/84 du 20 janvier.

De la même façon, le CDADV (article 201 n° 2) stipule un régime similaire. L'autorité compétente est l'autorité judiciaire (article 16 du CPP).

**53. Prière d'indiquer:**

- a) **l'autorité compétente qui décide la mise hors circuit des marchandises, c'est-à-dire, si celles-ci seront détruites ou mises à l'écart des circuits commerciaux; et**
- b) **l'autorité compétente qui procède à la destruction ou à la mise hors circuit des marchandises.**

Les marchandises restent à l'ordre de la Cour, laquelle décide de la suivi des mêmes.

**54. L'article 60 autorise les Membres à exempter des dispositions visant à faire respecter les droits à la frontière les marchandises sans caractère commercial transportées en petites quantités par les voyageurs ou expédiées en petits envois. Prière d'indiquer en quoi consiste une importation *de minimis* exemptée des mesures à la frontière en vertu de la législation portugaise.**

Dans le cadre spécifique du transit des voyageurs, sont exclues du régime prévu dans les règlements de frontière les marchandises qui font partie des bagages personnels (en conformité avec la notion donnée dans l'alinéa h) de l'article 190 du Règlement n° 2454/93 de la Commission), les marchandises sans caractère commercial (notion donnée par le n° 6 de l'article 1 du Règlement cité) et les marchandises soumises aux limites (de valeur et de quantité) fixées pour l'octroi d'une franchise douanière (les limites de valeur sont de 175 écus).

Procédures pénales

**55. L'article 61 de l'Accord sur les ADPIC prescrit que les Membres soient dotés de procédures pénales et de peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce et de violation du droit d'auteur commis à une échelle commerciale. Prière d'indiquer les dispositions de la législation portugaise qui répondent à cette obligation et de citer les textes juridiques applicables.**

Les crimes de contrefaçon, d'imitation et d'utilisation illégale sont punis dans le CPI avec une peine d'emprisonnement n'excédant pas deux ans ou une peine d'amende n'excédant pas 240 indemnités journalières.

En ce qui concerne les droits d'auteur et les droits voisins, sont considérés comme délits l'usurpation (article 195 du CDADV), la contrefaçon (article 196 du CDADV), pour lesquels sont prévus une peine d'emprisonnement jusqu'à trois ans et une peine d'amende de 150 à 250 indemnités journalières. Selon la gravité de l'infraction, les peines peuvent être doublées en cas de récidive, si le fait constitutif de l'infraction n'est pas un délit susceptible d'être sanctionné par une peine plus grave. Ces délits sont susceptibles d'être sanctionnés au titre de négligence.

**56. L'article 61 prescrit également que les mesures correctives dans les cas appropriés incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Prière d'indiquer les dispositions de la législation portugaise qui prévoient de telles mesures correctives, de décrire les circonstances dans lesquelles ces mesures seraient imposées et de citer les textes juridiques applicables.**

L'article 201 du CDADV prévoit la saisie et la perte des exemplaires ou des copies des œuvres usurpées ou contrefaites dont on soupçonne qu'ils ont servi ou qu'ils ont été destinés à l'accomplissement de l'acte constituant l'infraction.

Sont également saisis en douane, à l'importation au à l'exportation, tous les produits ou marchandises qui portent, directement ou indirectement, des indications de provenance ou des appellations d'origine fausses, des marques ou des noms utilisés ou apposés illégalement ou qui portent les signes d'une infraction visée dans le CPI. Cette saisie est effectuée à l'initiative des autorités douanières (article 274).

La saisie des copies illicites de programmes d'ordinateur (article 13 du Décret-loi n° 252/94 du 20 octobre) est aussi prévue.

L'usage de l'œuvre contrefaite ou usurpée et la vente ou la circulation des produits ou des articles portant une marque contrefaite est aussi puni par la loi portugaise (article 199 du CDADV et article 264 n° 2 du CPI).

Dans la législation portugaise, la saisie répressive dans le domaine des contrefaçons ou l'usage illégal des marques est encore prévue, à laquelle est applicable le régime établi dans les articles 406 et 407 du CPC.

En ce qui concerne la destruction des marchandises et des autres matériaux et instruments prédominants utilisés dans la pratique du délit, on doit se référer à la prévision légale des articles 258 et 274 du CPI conjugués avec les articles 46 et 51 du Décret n° 28/84 du 20 janvier.

**57. En vertu de l'article 61, les Membres peuvent aussi prévoir des procédures pénales et des peines dans les cas d'atteinte délibérée portée à d'autres formes de propriété intellectuelle. Prière d'indiquer les éventuelles dispositions de la législation portugaise qui prévoient de telles procédures et mesures correctives et de citer les textes juridiques applicables.**

Voir la réponse à la question 55.

En ce qui concerne la protection des droits de propriété industrielle, sont prévus comme délits de droit pénal:

- Concurrence déloyale: prévu à l'article 260 du CPI et puni d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas trois ans ou d'une peine d'amende n'excédant pas 360 indemnités journalières.
- Violation du droit exclusif sur l'invention: prévu à l'article 261 du CPI et puni d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas trois ans ou d'une peine d'amende n'excédant pas 360 indemnités journalières.
- Brevet obtenu de mauvaise foi: prévu à l'article 262 du CPI et puni d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas un an ou d'une peine d'amende n'excédant pas 120 indemnités journalières.

- Atteinte aux droits exclusifs attachés aux dessins et aux modèles: prévu à l'article 263 du CPI et puni d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas trois ans ou d'une peine d'amende n'excédant pas 360 indemnités journalières.
- Citation ou utilisation illégale d'une distinction: prévu à l'article 267 du CPI et puni d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas un an ou d'une peine d'amende n'excédant pas 120 indemnités journalières.
- Atteinte aux droits attachés au nom et à l'enseigne: prévu à l'article 268 du CPI et puni d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas un an ou d'une peine d'amende n'excédant pas 120 indemnités journalières.

Dans le CDADV, sont encore punis l'usage de l'œuvre contrefaite ou usurpée (article 199) et la violation des droits moraux (article 198).

Au-delà des délits déjà mentionnés, la loi portugaise condamne également des délits liés à l'informatique dans la Loi n° 9/91 du 17 août.

**58. L'article 61 prescrit que les peines soient suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce et de piratage portant atteinte à un droit d'auteur. Prière d'indiquer en quoi les peines prévues par la législation portugaise sont conformes à cette obligation.**

En face de notre exposé, on ne peut pas douter que la législation portugaise est conforme au stipulé dans l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

[Questions complémentaires des États-Unis]

**1. Prière de fournir des données statistiques sur les procédures civiles engagées pour faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux pour chacune des années 1996 et 1997, y compris le nombre d'affaires portées devant les tribunaux, les injonctions prononcées, les produits portant atteinte à des droits qui ont été saisis, le matériel portant atteinte à des droits qui a été saisi, les affaires réglées (y compris les règlements à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts octroyés.**

Données statistiques relatives à 1996

Nombre d'affaires déposées dans les tribunaux judiciaires:

- 2 relatives à la violation des droits d'auteur
- 205 relatives à la défense des droits de propriété industrielle.

154 de ces affaires ont été conclus.

La durée moyenne de ces affaires a été 12 mois.

**2. Prière de fournir des données statistiques sur les procédures pénales engagées pour faire respecter les droits en matière de piratage du droit d'auteur et d'atteinte portée à des marques de fabrique ou de commerce au cours de chacune des années 1996 et 1997, y compris le nombre de descentes de police, les poursuites, les condamnations et le montant des amendes et/ou des**

**peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont été effectivement purgées ou si elles ont été suspendues) ainsi que tout autre renseignement permettant d'établir que le système pénal de votre pays est efficace pour empêcher le piratage du droit d'auteur et la contrefaçon des marques de fabrique ou de commerce.**

Données statistiques relatives à 1996

1. Violation des Droits d'Auteur

a)	Procédures d'enquête:	61
b)	Affaires rendues:	37
c)	Personnes présentées devant le tribunal:	41
d)	Personnes condamnées:	22
	Peines d'amende	8
	Emprisonnement remplacé par amende	13
	Emprisonnement avec suspension:	1

e) Total des dommages: 2,431,000 PTE

2. Contrefaçon des marques

a)	Procédures d'enquête:	211
b)	Affaires rendues:	29
c)	Personnes présentes devant le tribunal:	31
d)	Personnes condamnées:	17
	Peines d'amende:	13
	Emprisonnement remplacé par amende:	3
	Emprisonnement avec suspension:	1

e) Total des dommages: 1,394,000 PTE

La durée moyenne des affaires pénales a été de 15 mois.

---